

Pour les syndicats, Amazon fait fi de la sécurité sanitaire

Alors que les commerces non essentiels ont tous dû fermer, la CGT et la CFDT dénoncent la poursuite d'activité chez Amazon. Les deux syndicats réclament également des moyens de protection adaptés et le respect par l'entreprise des droits de retrait.

Amazon : les syndicats demandent l'arrêt de la livraison d'articles non indispensables

Alors que l'arrêté du 15 mars 2020 ordonnait la fermeture de tous les établissements « non indispensables à la vie de la Nation », les commerces dont l'activité se limite à la livraison de commandes ont été autorisés à poursuivre leur fonctionnement. Mais cet état des choses n'est pas du goût de tout le monde, notamment des salariés qui préparent ces commandes et assurent les livraisons. Ces derniers jours, la CFDT Amazon France a dénoncé le choix de la direction de continuer à livrer des articles pourtant non essentiels, comme des livres, des disques durs ou encore des manettes de jeu.

Pour le syndicat, ce choix est d'autant plus incompréhensible que, dans son discours public, sur une page dédiée de son site, Amazon promettait d'« accorder la priorité aux produits dont les clients ont le plus besoin ».

La sécurité sanitaire clairement pas respectée

La CGT dénonce quant à elle l'impossibilité de respecter la distance d'un mètre entre les salariés des entrepôts et le manque de gel hydroalcoolique, des manquements qu'a admis Ronan Bole, Président d'Amazon France Logistics, avec qui des syndicalistes se sont entretenus par téléphone. À ce stade, le syndicat conseille aux salariés de remplir un formulaire Cerfa « Attestation de témoin » en décrivant leurs conditions de travail, formulaire qu'ils pourront ensuite utiliser aux prud'hommes pour faire valoir leurs droits.

La CFDT va quant à elle plus loin. Elle exige la fermeture administrative provisoire des entrepôts d'Amazon (hormis celui de Saran), l'arrêt de toutes les activités hors alimentaire et hygiène et le fonctionnement de l'activité restante sur le mode de préparation « pick and pack ». Le syndicat réclame par ailleurs l'acceptation des droits de retrait, quelque chose que la direction d'Amazon s'est obstinée à ne pas faire depuis le début de la crise du Covid-19.